

EN BREF

LA COMCO PROLONGE LES MESURES CONTRE SWATCH

HORLOGERIE La Commission de la concurrence (COMCO) a prolongé d'une année, soit jusqu'à la fin 2013, les mesures provisionnelles contre Swatch Group pour la livraison de mouvements mécaniques et de composants horlogers. Ce délai doit permettre aux sociétés concurrentes de planifier leurs commandes. Cette prolongation est nécessaire, les délais de commande pour les mouvements s'élèvent à des mois, a indiqué hier la COMCO. ATS

INDUSTRIE AFG CHOQUE LES SYNDICATS

ARBON (TG) Le groupe industriel diversifié thurgovien AFG Arbonia Forster, qui vient d'annoncer qu'il étendait à pratiquement l'ensemble de ses salariés suisses une hausse hebdomadaire du temps de travail, n'en continue pas moins à maintenir une centaine de personnes au chômage partiel. Révélé par le «Blick» hier, le procédé choque les syndicats. Nico Lutz, un représentant d'UNIA parle de «cochonerie», ajoutant que le syndicat n'avait jusqu'ici pas eu connaissance de cas similaires. En tout état de cause, UNIA va regarder si cette manière de faire est légale. ATS

LA ZONE EURO ÉCHAPPE DE PEU À LA RÉCESSION

CROISSANCE La zone euro a échappé de peu à la récession au premier trimestre, sans pour autant dissiper les craintes pour la croissance. Selon une première estimation par Eurostat, elle a enregistré une croissance nulle après une baisse du PIB de 0,3% au trimestre précédent. Ce chiffre, meilleur que prévu par les analystes (-0,2%), permet à la zone euro d'échapper de justesse à la récession. Mais il cache surtout des disparités importantes entre pays de la zone euro: alors que l'Allemagne a vu son PIB progresser de 0,5%, dépassant toutes les attentes, grâce aux exportations et à la consommation, la France a connu une croissance nulle (0%) et l'Italie s'est enfoncée dans la récession (-0,8%), à l'instar de l'Espagne (-0,3%). Les Pays-Bas ont eux aussi enregistré une mauvaise performance (-0,2%). Quant à la Grèce, elle a enregistré une chute du PIB de 6,2% au premier trimestre. ATS

Après l'effet papillon, l'effet souris

INTERNET • L'utilisation de la Toile représente 7,8% de la consommation d'électricité en Suisse. Mais comment passe-t-on d'un «clic» à une nuisance écologique? Réponse par Bernard Aebischer.

PATRICIA MICHAUD

Les menaces environnementales se terrent partout, même dans les clics de souris. Selon une étude commandée par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et relayée par la presse dominicale alémanique, l'utilisation d'internet en Suisse englutit annuellement 4,6 térawattheures, soit 7,8% de la consommation totale d'électricité du pays. Les explications de Bernard Aebischer, fraîchement retraité du Center for Energy Policy and Economics (CEPE) de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ).

Les utilisateurs d'Internet sont-ils en passe de devenir les nouveaux boucs émissaires des écologistes?

Bernard Aebischer: L'envoi d'e-mails a certes une empreinte écologique non négligeable. Mais il faut relativiser: cette consommation d'énergie n'a rien à voir avec celle engendrée par les voitures ou les chauffages. L'étude publiée par l'OFEV donne un chiffre de 7,8%. En 2008, Kirchner et al. arrivaient au pourcentage de 5,4% pour l'utilisation de l'ensemble des technologies de l'information en Suisse (y compris la télévision).



«L'internaute peut y réfléchir à deux fois avant d'envoyer un e-mail»

BERNARD AEBISCHER

Une autre étude comparable, effectuée en Allemagne, donne pour sa part un résultat de 9,4%. Grosso modo, la consommation d'électricité due – en partie – à internet représente donc entre 5 et 10% du total dans les pays européens industrialisés. Ça reste acceptable, d'autant que, grâce aux progrès technologiques, l'augmentation constatée ces dix dernières années n'est pas fulgurante et qu'elle s'inscrit dans un phénomène général de hausse de la consommation d'électricité.

En quoi le simple fait de cliquer sur sa souris pour envoyer un e-mail est-il nuisible à l'environnement?

Utilisé à bon escient, internet permet d'économiser les ressources naturelles, notamment en évitant les déplacements. Mais dans notre société, on se sert des nouvelles technologies pour accélérer les processus. Le problème n'est donc pas un clic de souris mais la multitude de clics – pas toujours indispensables – que nous effectuons au cours de la journée. Le volume global du trafic de données est en constante augmentation. Or, les prestataires de

services internet ne peuvent pas encore moduler leur infrastructure. Ils la calquent sur le volume maximal de données, calculé aux heures de plus grand trafic. Aux heures creuses de la journée, on reste en mode maximal et ça, c'est une consommation d'énergie inutile!

Qui dit plus de données transmises dit plus de capacités, donc plus de serveurs. Or, le refroidissement de ces derniers est souvent pointé du doigt...

En ce qui concerne les «data centers», de gros progrès ont déjà été faits ces dix dernières années. De plus en plus d'entreprises renoncent au refroidissement artificiel et utilisent l'air frais extérieur ou l'eau des lacs. En Suisse, on peut citer le Centre de calcul de l'EPFZ à Lugano, qui a recours à l'eau du lac pour refroidir ses serveurs. Autre évolution positive qui touche les «data centers»: depuis quelques années, on est capable de placer plusieurs serveurs virtuels sur un seul et même serveur réel, ce qui permet des économies d'énergie substantielles.

Que peut faire l'internaute lambda pour contribuer à freiner l'impact énergétique de la Toile?

D'une part, il peut y réfléchir à deux fois avant d'envoyer un e-mail ou taper le nom d'un site web dans la fenêtre d'un moteur de recherches (ndlr: taper directement l'adresse du site dans la barre du navigateur évite de faire tourner inutilement un moteur de recherches). L'idée est d'éviter que le trafic de données – qui a encore augmenté avec l'arrivée des smartphones – n'explode. Mais au fond, les réflexes les plus importants sont éteindre son ordinateur lorsqu'on ne l'utilise pas et renoncer à systématiquement s'acheter un équipement électronique dernier cri.

En comparaison internationale, la Suisse fait-elle figure de mauvaise élève au niveau de la consommation d'électricité liée à internet?

La Suisse se situe à peu près au même niveau que les autres pays occidentaux industrialisés, logiquement plus gourmands en électricité que les pays en développement. Une des spécificités helvétiques, c'est l'importance de son secteur bancaire, gros trafiquant de données (voir ci-contre), ainsi que de multiples centres de recherche, organisations internationales et hautes écoles spécialisées, qui possèdent de puissants ordinateurs. I



Internet devrait être utilisé à bon escient pour limiter notre impact écologique.

KEYSTONE

MESURES DANS LES BANQUES

«Dans une entreprise de services financiers, l'informatique est généralement le secteur le plus gourmand en électricité. Une banque moderne ne peut cependant pas travailler sans recourir à ce secteur, dont l'infrastructure va certainement encore être développée à l'avenir.» A l'image du porte-parole de Sarasin Benedikt Gratzl, les responsables d'UBS, de Credit Suisse et de la Banque cantonale de Fribourg (BCF) l'admettent: leur branche repose sur les nouvelles technologies de l'information et laisse par conséquent une forte empreinte énergétique. Dans ces quatre établissements, des mesures ont été prises pour limiter la casse. La BCF a ainsi «été le premier établissement de Suisse à offrir un service e-banking carbone neutre certifié ISO», souligne Christian Meixenberger, responsable de la division Centre de service. Des règles ont par ailleurs été fixées pour réduire le trafic d'e-mails. «Après plus de 3 échanges en interne sur le même sujet, la communication orale doit être privilégiée.»

Chez Sarasin, les machines de réfrigération du siège principal de Bâle ont été remplacées en 2010 par des installations deux fois plus performantes. La banque privée a en outre introduit l'an dernier une politique d'achat durable, qui prévoit des labels spécifiques pour le matériel informatique. Du côté d'UBS, on met le paquet depuis quelques années pour diminuer la consommation globale des PC.

«Notre programme de remplacement de matériel, qui vise aussi bien l'empreinte énergétique des centres de données que celle des ordinateurs, a notamment permis une baisse de la consommation d'électricité de 14% en deux ans», explique le porte-parole Jean-Raphaël Fontannaz. L'autre grande banque, Credit Suisse, est elle aussi parvenue à réduire de façon significative l'impact de ses serveurs, dont le nombre d'unités a diminué de 5600 «grâce à la virtualisation de nos systèmes», souligne le porte-parole Jean-Paul Darbellay. PMI

MAINTENANCE D'AVIONS

Lufthansa Technik biffe 222 emplois à Bâle

La société de maintenance d'avions Lufthansa Technik Switzerland (LTSW) supprime 222 des 304 emplois qu'elle compte à Bâle. Elle se concentrera à l'avenir sur son activité de base, la maintenance et les services logistiques pour ses compagnies courantes. Elle abandonne la maintenance des avions d'affaires privés et les domaines composants et moteurs.

Pour 22 des personnes concernées par cette énième suppression d'emplois par LTSW à l'EuroAirport de Bâle, un emploi potentiel a été trouvé auprès de Swiss dans la maintenance de moteurs à Bâle, mais hors de la structure de Luft-

hansa Technik, précise le communiqué publié hier.

LTSW invoque notamment une demande en baisse dans la maintenance de court-courriers régionaux et la vigueur du franc pour justifier la restructuration. Compte tenu des faibles réserves de travail, «la majeure partie des suppressions d'emplois prendront effet à la fin de ce mois déjà». Selon LTSW, les employés licenciés seront mis au bénéfice d'un plan social. «Seul ce recentrage sur une activité-clé permettra de maintenir LTSW sur le site de Bâle», selon le patron de LTSW Rainer Lindau. ATS

GENOLIER

Siège déplacé à Fribourg?

La holding du groupe de cliniques privées Genolier Swiss Medical Network (GSMN) change de raison sociale. L'assemblée générale des actionnaires du 6 juin est appelée à donner son aval à son nouveau nom, Aeviv Holding, a indiqué GSMN hier. Le siège de cette holding serait déplacé à Fribourg. Ce changement ne touche pas le groupe lui-même, qui continuera à opérer sous le nom de Genolier Swiss Medical Network, mais concerne uniquement la holding cotée en bourse. L'assemblée générale sera aussi appelée à approuver une augmentation du capital autorisé d'un montant maximal de 17,7 millions de francs. ATS

PHARMA

Merck Serono: la restructuration économisera 300 millions d'euros

La restructuration du groupe Merck, qui passe par la fermeture du siège genevois de Merck Serono, permettra de réaliser des économies nettes de 300 millions d'euros (360 millions de francs) par an dès 2014. Le programme de réduction des coûts entraînera une charge de 600 millions d'euros. Quelque 400 millions seront dépensés cette année déjà, a indiqué le patron de Merck KGaA Karl-Ludwig Kley hier à la presse lors d'une journée des investisseurs.

La première étape du programme de réduction des coûts sera la fermeture du siège genevois de Merck Serono en faveur de celui de Darmstadt, en Allemagne. La décision a été très dif-

ficile à prendre, a déclaré M. Kley. Le groupe prend cependant ses responsabilités en menant des discussions et en proposant davantage que des offres financières. Avec les sous-traitants et temporaires, le syndicat UNIA estime que 1500 postes de travail sont menacés à Genève.

Sur les 300 millions économisés chez Merck Serono, 180 millions d'euros le seront notamment grâce à la suppression de doublons et la réduction de coûts d'administration et de marketing. La fermeture du centre de compétence de Genève et la réduction de coûts sur d'autres sites permet-

tront d'épargner 120 millions d'ici 2014. La rentabilité de Merck Serono en devrait être améliorée.

De son côté, le personnel de Merck Serono a fixé hier des conditions à l'ouverture de négociations avec la direction du groupe allemand. Celle-ci a jusqu'à lundi pour accepter, sinon le préavis de grève sera reconduit la semaine prochaine. Réunis pour leur quatrième assemblée générale depuis l'annonce de la fermeture du site le 24 avril, plus de 600 employés de Merck Serono ont décidé d'entrer en négociation avec la direction sur un protocole d'accord. ATS